

La colonisation hollandaise en Indonésie

Ilonka Ooms

Professeur à l'université de Leyde

Lorsqu'en 1931, au bois de Vincennes, le pavillon hollandais de l'Exposition coloniale fut ravagé par un incendie, ce fut un symbole qui disparaissait dans les flammes. À travers son architecture ses concepteurs avaient remarquablement réussi à exprimer la synthèse de deux cultures, résultat de la confrontation coloniale entre Orient et Occident. Cette disparition présageait-elle celle de l'empire colonial hollandais qui allait s'amorcer avec la grande crise qui caractérisa cette décennie ? À ce moment encore, au cours de la première moitié du XXe siècle, les Pays-Bas étaient à la tête d'un grand empire colonial, le troisième par l'étendue après ceux de l'Angleterre et de la France, et peut-être était-il celui des trois qui avait la meilleure rentabilité économique : le modèle économique hollandais avait impressionné beaucoup de théoriciens des colonies françaises.

L'héritage de la Compagnie des Indes

Après le franchissement par Vasco de Gama, en 1498, du cap de Bonne-Espérance, les Portugais furent les premiers à fonder des comptoirs commerciaux en Orient. Certains de ces comptoirs reçurent rapidement des privilèges qui conduisirent à la naissance de grandes compagnies qui pouvaient dès lors administrer les territoires qu'elles contrôlaient de manière quasi-souveraine.

Les entrepreneurs marchands des Pays-Bas se lancèrent rapidement dans cette grande aventure et commencèrent dès le XVIe siècle à commercer avec l'Asie, fondant des comptoirs à Ceylan (Colombo), à Formose et en Inde (Nagapattinam). Ils abordèrent également l'archipel indonésien à Java, Sumatra et les Moluques. Pour concurrencer les Portugais sur la route de l'Orient malais, les états généraux des Provinces-Unies décidèrent en 1602 la fusion de plusieurs petites compagnies pour créer la Compagnie hollandaise des Indes orientales, la VOC ou *Vereenigde Oostindische Compagnie*. Contrairement à la Compagnie des Indes occidentales qui allait rapidement connaître des déboires, la VOC entra vite dans une ère de grande prospérité. La fondation en 1619 à Java de la ville de Batavia – aujourd'hui Djakarta – par Jan Pieterszoon Coen marque la naissance d'un réel empire colonial hollandais qui, grâce à l'effacement progressif du Portugal et aux succès remportés sur les Anglais, étendait son emprise sur l'Indonésie, tout l'archipel malais (Malacca), en Chine, au Japon et aux Indes, sur la côte des Malabar. Protégés par quarante navires de guerre, plus de cent cinquante navires, chargés de cannelle de Ceylan, de girofle et de muscade d'Indonésie, de bois exotiques, déchargent leurs précieuses cargaisons à Amsterdam ; les dividendes annuels versés aux actionnaires de la compagnie atteignent alors parfois soixante-dix pour cent... Mais au XVIIIe siècle la concurrence des colonies anglaises et françaises, des erreurs d'appréciation dans la gestion et l'exploitation des domaines coloniaux, les révoltes des populations locales de plus en plus pressurées amenèrent le déclin puis la faillite de la compagnie en 1798, six ans après qu'elle ait succombé, malgré le lucratif trafic de la traite des Noirs, la Compagnie des Indes occidentales. Ce fut alors le gouvernement hollandais qui hérita de cet empire colonial en perdition, désorganisé par le départ des administrateurs de la compagnie.

L'empire colonial hollandais

Bien qu'à la tête d'un véritable empire en Orient, le gouvernement hollandais était plus porté sur les problèmes économiques que sur l'impérialisme politique. Profitant des guerres napoléoniennes et de la mainmise de la France sur la Hollande, les Anglais prirent le contrôle de l'archipel indonésien de 1811 à 1816 ; Sir Thomas Stamford Raffles, célèbre pour avoir fondé en 1819 la ville de Singapour, en devint le vice gouverneur. En 1819, les Hollandais reprirent le contrôle de l'archipel indonésien mais rien ne changea dans la vision qu'ils avaient des territoires coloniaux jusqu'à l'aube du XXe siècle. Déjà le gouverneur Herman Willem Daendels avait amélioré le système d'exploitation hérité du VOC. Il fut l'initiateur de ce qu'on appela le *Jalan Raya Pos*, la grande voie postale, qui relia les parties du nord de Java. Cette voie rendit l'administration de Java plus aisée pour le gouvernement colonial et eut une grande influence sur le développement de Java. Durant le bref règne de l'Angleterre, des innovations permirent une exploitation plus rentable de l'archipel, telles que le système de taxe sur la production, le *landrent*, et le développement de la culture du café à Java.

Cependant il y eut quelques exceptions notables : Godert A.G.P., baron Van der Capellen, gouverneur général des Indes orientales de 1816 à 1826, exprima l'opinion selon laquelle l'administration coloniale avait le devoir de se faire la « protectrice et bienfaitrice » des peuples indigènes. C'est dans ce but qu'il soutint la recherche scientifique et fit porter tous ses efforts sur l'éducation des indigènes. Mais pour les autres gouverneurs aussi bien que pour le gouvernement des Pays Bas, l'archipel d'Indonésie demeurait un *wingewest*, c'est-à-dire une simple source de revenus pour la métropole. Cependant la résistance opposée au retour des Hollandais et la guerre de Java de 1825 à 1830 amenuisèrent considérablement les profits.

Exploitation et contrainte

Cette situation fut à l'origine de l'instauration, en 1830, par le gouverneur Johannes Van den Bosch du « Système de culture », en fait un système de culture forcée : les entreprises privées n'étaient plus autorisées à commercer avec les fermiers indigènes qui furent contraints de cultiver, sur une partie définie de leurs terres, les plantes d'exportation destinées au marché mondial, telles que le café, le sucre et l'indigo, vendues exclusivement au gouvernement hollandais. Les profits de ce système de culture furent entièrement rapatriés et consacrés, entre autre, à la construction du réseau de chemins de fer des Pays-Bas. Mais ce système, qui interdisait aux indigènes de consacrer leurs efforts aux cultures vivrières, entraîna de grandes famines à Java entre 1840 et 1850.

En 1860, un assistant-résident des Indes orientales hollandaises, Edouard Douwes Dekker, publia sous le pseudonyme de Multatuli, un roman dont le héros *Max Havelaar* dénonce la manière dont certains Hollandais s'enrichissaient aux dépens des indigènes. L'influence de cet ouvrage et les nombreux mouvements de protestation, tant en métropole que dans les colonies, conduisirent peu après à l'abolition du système.

La concurrence des compagnies et l'administration de l'empire

À partir de 1870, le monopole d'État fut aboli et les entreprises privées encouragées à développer leur activité aux Indes orientales. La concurrence des compagnies remplaçait l'exploitation étatique. Il faut bien voir qu'à cette époque, l'empire hollandais d'Orient était bien plus étendu que celui de la défunte VOC. Non seulement l'est de Java était à nouveau contrôlé en 1830, mais plusieurs autres régions venaient le rejoindre, même si les principautés de Jogjakarta et de Surakarta (Solo), maintenant réduites à la portion congrue, gardaient une certaine autonomie. Cependant, à partir de 1870, année où les entreprises privées et la propriété privée des terres agricoles furent autorisées à Java, l'intérêt pour l'archipel indonésien s'intensifia et plusieurs des îles de la Sonde furent intégrées à la zone d'influence hollandaise. Souvent décrites comme la période de *l'Impérialisme moderne*, les années de 1870 à 1914 furent surtout pour les Hollandais celle du renforcement du contrôle et de l'autorité de l'État à l'intérieur de son empire colonial, dans

la crainte légitime de laisser prise aux ambitions des autres puissances européennes. C'est aussi l'époque où les « Iles extérieures », nom donné à toutes les îles de l'archipel d'Indonésie à l'exception de Java et de Sumatra, révèlent de nouvelles richesses : pétrole, charbon et minerais. Sur la côte est de Sumatra, où en 1869 on créa la Compagnie de Deli, les plantations de tabac étaient très lucratives et de violents conflits éclatèrent entre les négociants et les indigènes. Bien souvent le gouvernement hollandais s'interposa, donnant plus souvent qu'à son tour raison aux négociants : le drapeau hollandais était avant tout au service du commerce.

Les conflits entre musulmans et chrétiens se multipliaient avec le développement de courants islamistes à Aceh, au nord de Sumatra. Conflits si difficiles à résoudre que l'administration décida que tous les missionnaires chrétiens devaient requérir une autorisation du gouvernement.

Jusqu'à Aceh était un sultanat indépendant mais l'ouverture du canal de Suez en 1869 renforça l'importance stratégique d'Aceh sur les couloirs de navigation. De plus les riches plantations de Deli bordaient le sultanat. En 1871 les Anglais reconnurent aux Hollandais le droit de gouverner toute l'île de Sumatra y compris Aceh et c'est sous prétexte de rumeurs selon lesquelles l'Italie ou les États-Unis projetaient de coloniser la région que les Hollandais entreprirent d'occuper le sultanat : la guerre dura plus de trente ans, de 1873 à 1904, s'enlisant dans une situation d'une telle complexité tant sur le plan militaire que social et religieux que les Hollandais firent appel à Spouck Hurgrunie, expert chrétien hollandais sur l'islam. Ses conseils, ainsi que les recommandations de J.-B. van Heutz relatives à la stratégie militaire, ne furent mis en pratique qu'après 1894...

Un nouvel esprit : la « politique coloniale éthique »

Mais revenons à Java où à la fin du XIXe siècle, les difficultés économiques ne cessaient de croître pour les communautés indigènes, soulevant des torrents d'indignation. Le socialiste hollandais membre du parlement H. H Van Kol affirmait qu'une « politique coloniale éthique » devait prendre en considération la situation du peuple indonésien. Il fallait trouver une compensation pour les millions de guildens que le gouvernement hollandais avait gagnés sur le dos de millions d'Indonésiens. Dans la revue hollandaise *De Gids*, C. Th. van Deventer écrivit en 1899 que la meilleure façon d'effacer cette « dette d'honneur » était de financer le développement du peuple indonésien, son éducation et de donner au pays des infrastructures telles que de meilleures routes, des hôpitaux et systèmes d'irrigation. Cette politique éthique, qui devint, en 1901, la politique officielle hollandaise, était une *mission civilisatrice* : les Pays-Bas avaient le devoir moral, *zedelike roening*, de civiliser les indigènes et de leur inculquer la façon de se gouverner... fût-ce sous contrôle hollandais.

Plusieurs organisations hollandaises, javanaises et indonésiennes furent fondées pour le développement des indigènes indonésiens. En 1908 le *Boedi Oetomo*, association culturelle javanaise, lutta pour que la culture javanaise reprenne vigueur : la fondation de cette organisation est communément considérée comme la naissance du nationalisme indonésien. Quatre ans plus tard, fut fondée *Sarekat Davang Islam*, association dont le but initial était de protéger les négociants islamiques en batik de la concurrence des commerçants chinois de Surakarta, mais qui devint, avec le temps, plus orientée politiquement. Les organisations religieuses, catholiques en particulier, contribuèrent aussi au développement en fondant des hôpitaux et des écoles. En dehors de ces organisations, différents syndicats furent organisés, tel que le syndicat des employés de chemins de fer et de tramways en 1908. À l'origine, ce syndicat recruta du personnel tant hollandais qu'indigène, mais les membres hollandais en furent vite chassés par certains leaders de tendance nationaliste. En 1922, il y eut une grande grève des syndicats de chemins de fer, en réaction aux réductions financières du gouvernement : elle se transforma en révolte contre l'autorité hollandaise.

Vers la lutte pour l'indépendance

Après 1910, la prise de conscience politique amena ces mouvements à exiger une plus grande influence dans le gouvernement du pays. En 1918, fut institué ce que l'on appela le *Volksraad* ou

Conseil du peuple. Dans ce conseil consultatif, les Indonésiens, au même titre que les Européens, eurent le droit de donner leur avis sur les questions gouvernementales, bien que le gouverneur général, représentant la Couronne hollandaise dans les Indes orientales, ait continué à conserver ses pouvoirs autoritaires. La plupart des membres du *Volksraad* étaient nommés par le gouverneur général au lieu d'être choisis par un large collège électoral.

Le *Partai Sarekat Islam*, le parti islamique issu du *Sarekat Dagang Islam*, devint l'organisation la plus puissante. En 1920, une scission au sein de sa direction donna naissance au PKI, le *Partai Komunis Indonesia*, le parti communiste indonésien. Jusqu'alors les marxistes-socialistes et l'islam avaient fait bon ménage au sein du *Sarekat Islam*, mais les communistes adoptèrent une approche différente et décidèrent de s'appuyer sur les mouvements syndicaux. En 1927, le gouvernement hollandais interdit le parti communiste indonésien, soupçonné d'avoir joué un rôle dans les soulèvements de Java et de Sumatra en 1926-1927.

L'empire colonial hollandais en 1931

C'est donc une belle image d'une synthèse harmonieuse entre cultures occidentales et orientales que la Hollande voulait présenter lors de l'Exposition coloniale de 1931. Certes le fait que l'empire hollandais d'Occident ait été à peine représenté reflétait la réalité : il se réduisait aux territoires des Caraïbes – Surinam et Antilles – et aux comptoirs d'Afrique occidentale souvent qualifiée de « tombeau des blancs »... D'ailleurs c'est à cette époque que les comptoirs hollandais d'Afrique, tels qu'Elmina sur la Côte de l'Or, furent cédés aux Anglais. La pièce maîtresse de l'empire hollandais restait donc les Indes orientales...

La crise économique internationale des années trente eut une influence considérable sur les colonies. Le gouvernement se réfugia dans une politique d'austérité économique. En février 1933, le refus de donner un salaire décent aux marins indigènes provoqua une mutinerie sur le vaisseau hollandais *Les Sept Provinces*. Cette mutinerie fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le gouvernement décida d'employer la force contre toute organisation qui critiquerait la politique hollandaise ou mettrait en question la présence hollandaise dans les Indes. Toute activité extérieure au *Volksraad* serait impitoyablement réprimée entre autre par des mesures de bannissement en des lieux lointains. C'est ainsi que Boven-Digoel Soekarno, le futur président de l'Indonésie indépendante, fut banni en 1933 à Flores, dans la partie orientale de l'archipel. La même année, les réunions des partis nationalistes furent interdites par le gouvernement des Indes orientales.

À partir de ce moment tout mouvement de grève fut également proscrit : le seul moyen d'expression devait passer par le *Volksraad*. Mais les interventions des nationalistes n'étaient jamais prises au sérieux, les partis hollandais de ce conseil devinrent de plus en plus conservateurs et, à partir de 1934, les différentes associations indonésiennes du *Volksraad* devinrent plus enclines à faire bloc contre leurs collègues conseillers hollandais.

De leur côté les partis hollandais se focalisèrent sur le concept de *Rijkseenheld*, l'unité de l'empire, selon lequel les différentes parties de l'empire hollandais – Surinam, Curaçao, Pays-Bas et Indes orientales – étaient indissociables pour pouvoir subsister dans ce monde de concurrence économique internationale croissante.

Vers l'indépendance

Quand la guerre éclata en Europe, cependant, le contact entre les Pays-Bas et son empire d'Orient fut rompu : en mars 1942, l'armée hollandaise se rendit aux Japonais qui occupèrent l'archipel pendant plus de trois ans. Le 17 août 1945, après le bombardement nucléaire sur le Japon, l'Indonésie se déclara République indépendante. Il faudra quatre ans pour que les Pays-Bas se résignent à la perte du fleuron de leur empire colonial : les hommes politiques des Pays-Bas étaient convaincus qu'*Indië* était nécessaire au bien-être économique de la métropole et estimaient que la colonie avait également besoin des Pays-Bas. Comme les Français en Indochine, les négociateurs hollandais tels que le vice gouverneur H. I. Van Mook tenta de créer une fédération

d'États indonésiens dont la République indonésienne (Java et Madura) ferait partie à côté de Bornéo et du Grand Orient. Ces *États-Unis d'Indonésie* devaient fonctionner avec les Hollandais au sein d'une Union hollando-indonésienne.

Mais les dirigeants de la nouvelle république indépendante rejetèrent cette idée. La réaction ne se fit pas attendre. Rompant les négociations, les Hollandais firent usage de leurs forces armées contre la république d'Indonésie, une fois pendant l'été de 1947 et à nouveau dans la seconde moitié de 1948. La pression internationale, telle que la résolution des Nations Unies de janvier 1949 qui déclara que les Pays-Bas devaient remettre sa souveraineté à l'Indonésie avant le 1er janvier 1950, ainsi que le résultat négatif des actions militaires hollandaises en 1948, menèrent à l'acceptation de l'indépendance de l'Indonésie en décembre 1949 après une période de tension, de diplomatie et de guerre. L'emprise hollandaise sur l'Indonésie prenait fin après plus de trois siècles de domination...

Ilonka Ooms

Avril 2001

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Dutch Culture Overseas. Colonial Practice in the Netherlands Indies, 1900-1942

Frances Gouda

Amsterdam University Press, Amsterdam, 1995



Le modèle colonial hollandais dans la théorie coloniale française, 1880-1914

H.-L. Wesseling

*In Revue Française d'Histoire d'Outre-mer, LXIII, 231, pp 223-255
Paris, 1976*



Les Pays-Bas après la décolonisation ; politique extérieure et forces profondes

H.-L. Wesseling

*In Opinion publique et politique extérieure, vol. III, 1945-1981, pp
219-239*

Ecole française de Rome, Paris-Rome, 1985



Fin des empires, fin des nations ?

In Lieux de mémoire et identités nationales

P. den Boer et W. Frühoff, Amsterdam, 1993